

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

■ *Journal officiel* du 1^{er} avril 2009

**Arrêté du 25 mars 2009 portant extension d'accords régionaux
(Languedoc-Roussillon) conclus dans le cadre de la convention
collective nationale des ouvriers des travaux publics (n° 1702)**

NOR : MTST0907084A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 27 mai 1993 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du
18 avril 2008, portant extension de la convention collective nationale des
ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992 et des textes la modifiant
et la complétant ;

Vu l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 10 décembre 2008, relatif
aux salaires minima, conclu dans le cadre de la convention collective natio-
nale susvisée ;

Vu l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 10 décembre 2008, relatif
aux indemnités de petit déplacement, conclu dans le cadre de la convention
collective nationale susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 22 février 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, et dans son propre champ d'application territorial, les dispositions :

- de l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 10 décembre 2008, relatif aux salaires minima, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 ;
- de l'accord régional (Languedoc-Roussillon) du 10 décembre 2008, relatif aux indemnités de petit déplacement, conclu dans le cadre de la convention collective nationale susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 mars 2009.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n^{os} 2009/5 (salaires minima) et 2009/6 (indemnité de petits déplacements), disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 8,20 €.